

Convention collective

**IDCC : 9761. – EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(Seine-Maritime)
(28 février 1983)**

(Étendue par arrêté du 20 février 1984,
Journal officiel du 1^{er} mars 1984)

AVENANT N° 7 DU 17 JANVIER 2019

NOR : AGRS1997155M

IDCC : 9761

Entre :

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles de Seine-Maritime ;

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de Seine-Maritime FNSEA 76 ;

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne FDSEA 61,

D'une part, et

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

Fédération CFTC-Agri ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes force ouvrière FGTA FO ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes force ouvrière FGTA FO de l'Orne ;

Union syndicale régionale agroalimentaire et forestière CGT de Normandie ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Lors de la commission du 11 octobre 2018, les partenaires sociaux des exploitations de polyclture et d'élevage de Seine-Maritime, des exploitations horticoles de Haute-Normandie, des exploitations horticoles et des pépinières de l'Orne ont validé le rapprochement des accords de prévoyance complémentaire.

Ils ont ainsi décidé que :

- l'accord de prévoyance des exploitations horticoles de Haute-Normandie ;
- les dispositions de la CCN des branches spécialisées de l'horticulture et des pépinières de l'Orne en matière de prévoyance complémentaire.

Le présent avenant entérine cette décision, modifie le nom du présent accord, et procède à l'élargissement du champ d'application de l'accord prévoyance des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime.

Article 1^{er}

Modification du nom de l'accord

L'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007 des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime est renommé comme suit :

« L'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007 des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime, des exploitations horticoles de Haute-Normandie et des exploitations horticoles et pépinières de l'Orne. »

Article 2

Modification du champ d'application de l'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007

Le point 1 « Entreprises concernées par l'accord collectif de prévoyance » de l'article 1^{er} « Champ d'application » est abrogé et réécrit comme suit :

« 1. Entreprises concernées par l'accord collectif de prévoyance

Le présent accord est applicable de manière obligatoire à l'ensemble des employeurs et des salariés non cadres des entreprises relevant :

- de la convention collective de travail de la polyculture et de l'élevage du 28 février 1983 de Seine-Maritime ;
- de la convention collective régionale des exploitations horticoles de Haute-Normandie (départements de la Seine-Maritime et de l'Eure) du 2 octobre 1967 ;
- de la convention collective des branches spécialisées de l'horticulture et pépinières du département de l'Orne du 24 septembre 1969. »

Il n'est pas dérogé aux autres articles et conditions de l'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007 des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime.

Article 3

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant prennent effet au premier jour du trimestre suivant la date de parution de l'extension au *Journal officiel* et au plus tôt au 1^{er} juillet 2019.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent, sans délai, l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Seine-Maritime de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie.

Fait à Rouen, le 17 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)